

Les tribulations burlesques de ce bon Monsieur Jouyet

PAR LAURENT MAUDUIT
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 28 MAI 2020

Ex-secrétaire général de l'Élysée, Jean-Pierre Jouyet a rêvé de devenir chef du gouvernement de Monaco. Si le poste lui a échappé, l'histoire en dit long sur celui qui a été le principal collaborateur de François Hollande et le parrain d'Emmanuel Macron, ainsi que sur les mœurs de cour de ces deux régimes.

Ce pourrait être une pièce d'Eugène Labiche, mi-grotesque, mi-burlesque, révélant les travers de la bonne société bourgeoise, avec ses ambitions démesurées et ses petites médiocrités, son goût affiché pour les mondanités mais aussi ses fréquentes lâchetés. En réalité, ce n'est pas un vaudeville, dans le style du *Voyage de Monsieur Perrichon*, mais une histoire vraie que l'on pourrait intituler *Les Tribulations de ce bon Monsieur Jouyet*. L'un de ceux qui ont contribué, aux premières loges, au naufrage du dernier quinquennat socialiste, Jean-Pierre Jouyet, proche ami de François Hollande, a joué ces dernières semaines des pieds et des mains pour devenir ministre d'État et chef du gouvernement... du prince Albert II de Monaco.

Même si elle est dérisoire et si, pour finir, le poste a échappé au haut fonctionnaire français, l'histoire mérite d'être contée, car elle éclaire encore un peu plus le caractère de ce personnage qui a joué un rôle important sous la présidence précédente. Étrange destinée : après avoir contribué à liquider le socialisme français, il rêvait de servir le régime d'opérette de Monaco !

Il faut certes savoir que souvent Jean-Pierre Jouyet varie. S'il convoite un poste, ou s'il fait allégeance à un pouvoir, il peut vite s'en lasser et rapidement changer de bord. On l'a donc connu serviteur du pouvoir socialiste, en qualité de directeur adjoint de cabinet de Lionel Jospin à Matignon, avant de changer de camp dix ans plus tard, pour devenir secrétaire d'État aux affaires européennes au début de la présidence de Nicolas Sarkozy. Dans l'intervalle, il a occupé

un grand nombre de postes : tour à tour directeur du Trésor, puis patron de la filiale française de la Barclay's, puis chef de l'Inspection des finances, un jour dans le public, le lendemain dans le privé, le surlendemain encore dans le public.



Jean-Pierre Jouyet. © Julien DANIEL / MYOP (OCDE)

Ne se satisfaisant jamais des hautes fonctions qu'il occupe, et en convoitant toujours de nouvelles, il se lasse donc très vite du petit maroquin que lui a offert Nicolas Sarkozy mi-2007. Dès décembre 2008, il obtient de devenir président de l'Autorité des marchés financiers, mais il ne reste en fonction que trois ans et demi, alors que le mandat est d'une durée normale de cinq ans. Dès juillet 2012, il change à nouveau de bord politique et presse son ami François Hollande de le nommer directeur général de la très influente Caisse des dépôts et consignations, ce qu'il obtient, alors que **d'autres candidatures pour le poste sont sans doute plus légitimes** que la sienne.

Mais là encore, Jean-Pierre Jouyet se lasse assez vite de ses nouvelles fonctions et, alors que son mandat est normalement de cinq ans, il l'abandonne au bout de 21 mois pour devenir en avril 2014 secrétaire général de l'Élysée, sous la présidence Hollande. Il peut alors jouer un rôle clef pour contribuer à l'ascension de son adjoint et protégé, un certain Emmanuel Macron.

Lequel Emmanuel Macron, devenu président de la République, renvoie très vite l'ascenseur à son mentor en le nommant, dès le 7 juin 2017, au nouveau poste

qu'il convoite, celui d'ambassadeur de France au Royaume-Uni. Mais là encore, la rumeur court assez vite que le haut fonctionnaire s'ennuie et aimerait bien revenir en France, même si, en plein Brexit, le moment est très mal choisi.

Il obtient pourtant gain de cause et, le 19 juin 2019, le même Emmanuel Macron le nomme représentant permanent de la France auprès de l'OCDE. Pour être précis, c'est un jeu de chaises musicales qui est organisé pour convenance personnelle : Jean-Pierre Jouyet remplace Catherine Colonna (l'ex-porte-parole de Jacques Chirac à l'Élysée) à l'OCDE, tandis que cette dernière part à Londres remplacer Jean-Pierre Jouyet.

Mais il faut croire que Jean-Pierre Jouyet se lasse assez tôt aussi de cette nouvelle fonction. Et c'est là que notre histoire monégasque commence : l'ami proche de François Hollande a alors l'idée, à peine un an plus tard, de candidater au poste de ministre d'État et chef du gouvernement princier de... Monaco ! Ce sont **Les Échos** qui, au détour d'un article, ont révélé cette péripétie, dont Mediapart a obtenu confirmation : Jean-Pierre Jouyet a postulé, mais c'est un autre candidat qui a finalement été choisi. S'il avait obtenu gain de cause, Jean-Pierre Jouyet ne serait donc resté ambassadeur à l'OCDE que 11 mois et aurait battu tous les records de brièveté à ce poste.

Même si depuis un traité signé en 2005 par Jacques Chirac ce n'est plus une obligation, la tradition veut en effet que la France soumette au souverain monégasque une liste de personnalités candidates pour occuper la fonction et que le prince choisisse celle qui a sa préférence. C'est ainsi que le nom de Jean-Pierre Jouyet a été couché à sa demande sur la liste, mais c'est finalement le nom de **Pierre Dartout, préfet de la région Paca**, qui est sorti du chapeau princier. Lequel Pierre Dartout est passé par l'ENA, dans la promotion Voltaire, la même que celle de... François Hollande et Jean-Pierre Jouyet.

On devine sans peine ce qui a pu inciter Jean-Pierre Jouyet à se rêver une grandiose destinée sur le Rocher pour superviser les affaires de la principauté, son casino, ses plages, la Société des bains de mer...

Sans doute y a-t-il de sa part l'attrance pour les paillettes passablement grotesques de la principauté, et ses mondanités surannées. Car l'intéressé apprécie visiblement ce type de festivités. En 2007, alors qu'il venait tout juste d'être nommé secrétaire d'État aux affaires européennes par Nicolas Sarkozy, **on l'avait ainsi vu participer au très mondain bal des débutantes**, accompagné de sa belle-fille, Judith de Warren, qui est la fille de Brigitte Taittinger, laquelle est l'une des héritières de l'immense empire Taittinger (champagne, etc.) et l'épouse de Jean-Pierre Jouyet.



Le bal des débutantes 2007 : la plus à gauche, Judith de Warren.

Jean-Pierre Jouyet avait sans doute une autre raison de briguer le poste : c'est qu'il lui aurait offert la possibilité de travailler plus longtemps. En France, son âge légal de départ à la retraite comme ambassadeur aurait dû être de 67 ans et 7 mois, alors qu'il a 66 ans et 3 mois. Pour lui, le temps était donc compté, alors qu'il n'y a pas d'âge limite pour un ministre d'État à Monaco, pas plus d'ailleurs que pour un ministre en France.



Brigitte Taittinger-Jouyet.

Ultime avantage : disposant d'un poste très bien rémunéré et pour dire vrai assez peu prenant, Jean-Pierre Jouyet aurait pu goûter aux charmes de la vie dans le Midi d'autant plus facilement que **son épouse, Brigitte Taittinger** (ex-patronne des parfums Annick

Goutal, administratrice de Suez, de HSBC France et de la Fnac), possède une belle propriété non loin de Saint-Tropez – pour être précis à La Croix-Valmer. Une propriété que François Hollande connaît bien pour y avoir caché **ses amours débutantes avec Julie Gayet** lors de sa présidence et pour être aussi venu **s’y reposer juste à la fin de son quinquennat**.

Toute cette histoire sans queue ni tête, malgré son insignifiance, est pourtant bavarde. Car Jean-Pierre Jouyet fut tout à la fois une prise de guerre de Nicolas Sarkozy, le principal collaborateur de François Hollande et le parrain d’Emmanuel Macron. Elle en dit long aussi sur les mœurs de cour de ces deux régimes, et sur leur continuité...

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.